

# SCIC ET SANTÉ : QUELQUES EXEMPLES

## Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) : Quelle opportunité pour les groupements mutualistes ?

Livret réalisé par l'Avisé, en partenariat avec l'Inter-Réseaux Scic, la CG Scop et la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF),

*Mise à jour septembre 2014*



# SOMMAIRE

## BRÈVE PRÉSENTATION DES SCIC

p.3

## AIDE ET MAINTIEN À DOMICILE

---

Agence de gestion de l'aide à domicile (Agad)

p.4

Hestia services à la personne

p.6

## CONSEIL ET FORMATION

---

à la marge

p.8

CALAO productions

p.10

Cerise

p.12

## CULTURE ET SANTÉ

---

Fredonia

p.14

Pôle de compétences Culture et Santé en Aquitaine

p.16

## PETITE ENFANCE ET JEUNESSE

---

Bottines et bottillons services

p.18

Kaléide

p.20

Odcvl comptoir de projets éducatifs

p.22

Run Enfance

p.24

## SOINS AMBULATOIRES / MÉDICO-SOCIAL

---

Centre de soins infirmiers Lille Sud

p.26

Entreprendre pour humaniser la dépendance (EHD)

p.28

Solidarité Versailles Grand Âge

p.30

## TÉLÉSANTÉ

---

CATEL Accompagnement

p.32

Médetic

p.34

Platines

p.36

## MAISON DE SANTÉ

---

MED Clichy

p.38

## ENTRERPRISE ADAPTÉE

---

Emploi

p.40

## BRÈVE PRÉSENTATION DES SCIC

La loi 2001-624 du 17 juillet 2001 stipule que les « sociétés coopératives d'intérêt collectif sont des sociétés anonymes ou des sociétés à responsabilité limitée à capital variable régies, sous réserve des dispositions de la présente loi, par le Code de commerce. Elles ont pour objet la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale ».

### *La Scic est ...*

- **une société commerciale** régie par le Code de commerce et le droit de la concurrence, dont le modèle économique doit être durablement viable comme pour toute autre entreprise ;
- **une coopérative** assujettie aux règles communes de la coopération : société de personnes, démocratie interne, impartabilité des réserves, lucrativité limitée et encadrée etc. ;
- **produisant des biens et services d'intérêt collectif** c'est-à-dire répondant aux besoins du territoire dans lequel elle intervient ;
- présentant un **caractère d'utilité sociale** défini par la jurisprudence comme « les conditions dans lesquelles s'exercent l'activité, quel que soit le secteur » ;
- bénéficiant d'une **exonération d'impôt sur les sociétés** pour les sommes affectées aux réserves impartageables (comprises entre 57,5% et 100% des bénéfices)

### *...qui dispose de caractéristiques spécifiques et uniques :*

- **dérogation au principe « d'exclusivisme »** qui caractérise la coopération,
- **obligation du multi sociétariat** qui est la garantie et la première manifestation de l'intérêt collectif de la Scic ;
- **possibilité de compter dans sa gouvernance et son capital des bénévoles**, qui ne sont pas ici les seuls décideurs comme dans une association, mais qui ont un rôle important aux côtés des producteurs et des bénéficiaires ;
- **ouverture aux collectivités locales qui le désirent**, à hauteur à ce jour de maximum 20% du capital social, qui témoigne de la recherche d'ancrage local et de dynamique territoriale.

### *...et qui est présente dans la santé.*

12 ans après la loi Scic et son décret d'application, **360 Scic** existent en France. Plus de 80 ont été créées dans la seule année 2013.

Elles sont présentes dans de nombreux secteurs de l'économie : environnement, agriculture et alimentation, services de proximité, habitat, commerce, hébergement et restauration, services informatiques, auto partage, théâtre ou musique etc.

**Des Scic, exerçant des activités dans le domaine de la santé**, sont présentées dans le document qui suit. La santé s'entend ici selon la définition de l'Organisation mondiale de la santé, comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en l'absence de maladies ou d'infirmité » qui est « la mesure dans laquelle individus et groupes peuvent, d'une part, réaliser leurs aspirations et satisfaire leurs besoins et, d'autre part, évoluer avec le milieu et s'y adapter ».

# Agence de gestion de l'aide à domicile (Agad)

BRUAY-LA-BUISSIÈRE / NORD-PAS-DE-CALAIS

DATE DE CRÉATION : 2010

35 SALARIÉS

## Activités

L'Agence de gestion de l'aide à domicile fournit des prestations spécifiques de Services à la Personne (SAP) en région Nord-Pas-de-Calais. Près de 80 % des contrats en cours concernent des personnes en très grande dépendance.

## OBJECTIFS

Associer les producteurs de services à la personne et les bénéficiaires, de manière à réaliser une prestation de service à la personne économiquement accessible.

Le tarif est adapté pour que les bénéficiaires n'aient pas à payer le reste à charge des prestations (ou « ticket modérateur »). Cette démarche particulière est inscrite dans les statuts de la Scic.

## CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Créée en 1989, l'association d'aide à domicile ABDPS a été placée en redressement judiciaire en 2010. Des salariés, cadres et auxiliaires de vie de l'association se sont interrogés sur la pertinence de poursuivre l'activité de SAP et de maintenir leur outil de travail. En lien avec l'administrateur judiciaire et le président du tribunal d'instance de Béthune, ils ont envisagé la création d'une structure capable d'assurer la continuité de la prise en charge des 72 personnes âgées et dépendantes ainsi que les emplois y étant associés.

Le prérequis, indispensable à la création d'une nouvelle structure, était la professionnalisation de l'équipe en charge du projet et son ancrage dans le champ de l'économie sociale et solidaire. La nouvelle entité s'est engagée dès le début du projet à fournir des SAP et accessibles aux revenus les plus faibles.

Souhaitant formaliser leur volonté collective de construire un projet de SAP d'intérêt général, les futurs associés ont décidé de lui donner la forme de société coopérative. La validation par chacun des acteurs du projet (salariés et clients) s'est concrétisée lors de l'assemblée constitutive d'Agad Gestion le 1er juin 2011.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Une grande partie des prestations d'Agad Gestion est réalisée auprès de personnes en grande dépendance. Agad Gestion a la conviction que la politique commerciale des enseignes du secteur marchand se concentre le plus souvent sur des contrats qui ne nécessitent pas de prise en charge lourde de la personne âgée. Le secteur non-lucratif a donc une valeur ajoutée spécifique dans l'aide aux personnes particulièrement vulnérables, ce qui permet à la structure d'éviter le choc frontal avec le secteur marchand.

La société coopérative répond aux demandes d'aide à domicile grâce à son organisation en plateforme de service 24/24. Les appels et les plannings d'intervention des aides à domicile sont gérés en direct à l'aide d'outils de télégestion, ce qui permet de réduire les frais administratifs et donc le coût des prestations.

## DATES CLÉS

**1989** : Création d'ABDPS

**Décembre 2010** : Liquidation d'ABDPS

**Juin 2011** : Création de la Scic Agad Gestion qui reprend les activités d'ABDPS et qui gère les activités de l'association Artois Dom, une association de services à domicile

**Mars 2012** : Fusion-acquisition de Domicile Service 62, une association de service d'aide à domicile

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEURS

- membres fondateurs : les quatre ex-cadres de l'association ABDPS d'aide à domicile loi 1901 en liquidation judiciaire
- l'association Artois dom

### CATÉGORIES D'ASSOCIÉS (HORS INITIATEURS)

- clients Artois dom
- salariés Agad Gestion
- salariés Artois dom
- salariés domiciles service 62

### GOVERNANCE

**Un Délégué Général** élu par l'assemblée des coopérateurs.

**Un Bureau** des coopérateurs composé :

- des quatre fondateurs de la Scic Agad Gestion
- d'un salarié élu de l'association Artois Dom
- d'un salarié élu de l'association Domicile Service 62

**Des collègues** de vote pour l'assemblée générale coopérative :

- clients : 20% des droits de vote
- salariés Agad Gestion : 31% des droits de vote
- salariés Artois Dom : 25% des droits de vote
- salariés Domicile Service : 20% des droits de vote
- clients : 20% des droits de vote
- fondateurs : 4% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

Capital mobilisé pour la fusion-acquisition de Domicile service 62 : 140 000 € (part de 100€ chacune).

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2011

25 000€

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

95 000€

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2013

200 000€ (prévisionnel)

### SOURCE DE FINANCEMENT

100% des recettes d'Agad Gestion proviennent de la vente de ses prestations.

## Contacts

**Yannick Gallais, Délégué Général**

Email : [yannick.gallais@agad-gestion.coop](mailto:yannick.gallais@agad-gestion.coop)

**Josiane Pattou, Secrétaire Général**

Tel. : 03 21 68 90 91

Email : [Josiane.pattou@agad-gestion.coop](mailto:Josiane.pattou@agad-gestion.coop)

Numéro vert : 0800 850 110

**Adresse postale**

110 B rue Raoul Briquet  
62700 Bruay la Buissière

# Hestia services à la personne

GRASSE / PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR

DATE DE CRÉATION : 1995

45 SALARIÉS

## Activités

Hestia met à disposition un personnel qualifié et expérimenté (agents à domicile, employés à domicile, auxiliaires de vie sociale) et propose différents services à la personne. L'aide se fait par l'intervention directe chez les particuliers et par des prestations de services. Hestia a mis en place un système de télégestion permettant de valider les prestations réalisées au domicile de leurs clients.

## OBJECTIFS

Offrir un bouquet de services de proximité et de qualité.

Améliorer le quotidien des personnes subissant une perte d'autonomie et leur permettre de se maintenir dans leur milieu de vie habituel.

Favoriser la formation continue des intervenants à domicile.

Consolider les emplois et la valorisation des salariés par leur métier.

## CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

A l'initiative de l'association intermédiaire Renouer, Proxim'Services Pays Grassois est créé en 1995. Cette nouvelle association fait partie de Proxim'Services, réseau national de structures d'aide à domicile, au service des particuliers depuis 1992. En 2006, Proxim'Services devient Hestia Services à la personne.

En 2013, l'association se transforme en société coopérative, afin :

- d'associer les forces vives du territoire à son action : salariés, bénéficiaires, collectivités, partenaires publics et privés ;
- de préserver et de garantir l'existence de structures à but non lucratif dans l'aide au maintien à domicile ;
- de faire progresser la démocratie dans l'entreprise ;
- de participer à la construction d'une économie solidaire.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Hestia propose un service d'aide à la personne, notamment auprès de personnes âgées et handicapées. Les salariés d'Hestia leur apportent une aide dans l'accomplissement des tâches et activités de la vie quotidienne : courses, préparation des repas, aide au repas, aide à la toilette, etc.

Les auxiliaires de vie sociale d'Hestia peuvent fournir un accompagnement occasionnel pour des sorties ou des rendez-vous médicaux.

En partenariat avec Menus Services, Hestia propose également un service de livraison de repas à domicile.

## DATES CLÉS

**1995** : Création de l'association Proxim'Services Pays Grassois par l'association Renouer

**2004** : Proxim' Services rejoint le Groupe d'économie sociale et solidaire Mosaïque

**2006** : Proxim' Services devient Hestia Services à la personne

**2006** : Hestia devient la première association des Alpes Maritimes à obtenir la Certification AFNOR « NF Service »

**2013** : Hestia devient la première Scic de services à la personne en Provence Alpes Côte d'Azur

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### PARTENAIRES

Conseil général des Alpes Maritimes, caisses de retraites et de mutuelles, Centre communal d'action sociale, Centre local d'information et de coordination, plateforme gérontologique, maisons de convalescence, de repos, de rééducation, les services de soins infirmiers à domicile.

### GOUVERNANCE

Le **conseil de la coopérative** est composé de 12 conseillers maximum, dont au moins un salarié et un bénéficiaire. Ses membres sont élus lors de l'assemblée générale avec un mandat de trois ans, reconductible. Le conseil de la coopérative se réunit une fois par trimestre.

Pouvoirs du conseil :

- orientations et mise en œuvre de l'activité ;
- contrôles et vérifications diverses ;
- validation des demandes d'admission des futurs sociétaires.

### COLLÈGES DE VOTE ET RÉPARTITION DES DROITS

La coopérative fonctionne avec **cinq collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- porteurs (initiateurs de la coopérative) : 30% des droits de vote
- bénéficiaires (clients) et sympathisants : 20% des droits de vote
- salariés : 30% des droits de vote
- collectivités territoriales, locales, Etat et services de l'Etat, établissements publics et parapublics: 10% des droits de vote

coopératives, mutuelles et autres entreprises de droit privé : 10% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

1 050 euros avec des parts sociales de 10 euros.

Le capital est variable. Il peut augmenter soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

### BUDGET 2012

800 000 €

### SOURCE DE FINANCEMENT

100 % des recettes d'Hestia sont issues de la vente de prestations de service.

### Contact

**Claude Benassi, Gérant**

Email : [contact@hestia06.com](mailto:contact@hestia06.com)

Tel. : 04 93 70 27 66 / Fax : 04-92-42-03-95

Site internet : [www.hestia06.com](http://www.hestia06.com)

### Adresse postale

9 chemin du Lac  
06 130 Grasse

## à la marge

RONCHIN / NORD-PAS-DE-CALAIS

DATE DE CRÉATION : 2007

5 SALARIES, 4,1 ETP

### Activités

à la marge est une société coopérative d'intérêt collectif, ayant pour activité la communication dans le champ du développement local et de la promotion de la santé. Ses modes d'intervention visent à favoriser la participation des populations à l'émergence de processus éducatifs et démocratiques.

### OBJECTIFS

Contribuer au développement social local par la valorisation des compétences et des réalisations des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

S'inscrire dans une démarche de recherche/développement.

### CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Quatre salariés du pôle communication d'une association d'éducation pour la santé du Nord-Pas-de-Calais ont anticipé la liquidation de leur structure en se projetant dans la création d'entreprise. L'objectif d'une telle création était double : maintenir leurs emplois et répondre aux nombreuses demandes non satisfaites dans le domaine du développement local.

La Scic est apparue comme une opportunité pour ces créateurs. Ses principes correspondaient au projet : inscription dans l'économie sociale et solidaire, référence à l'utilité sociale et à l'intérêt collectif, une gouvernance favorisant la participation des salariés au sein d'un collectif d'associés et dans des rapports de pouvoir régulés.

Les compétences individuelles et collectives des futurs associés trouvaient alors un statut favorable et permettaient de maintenir leur emploi. Ce projet a mûri durant deux ans.

Accompagnés par l'Urscop Nord-Pas-de-Calais – Picardie, les quatre collaborateurs ont créé à la marge en 2007.

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

à la marge propose trois formes d'activités :

- une activité de communication en réponse à des commandes de clients : conseil en communication, animation de rencontres participatives, conception et réalisation de supports, développement et réalisation de sites internet ;
- une activité de conseil et d'accompagnement du secteur médico-social : accompagnement du management dans la conduite du changement, formations au management ;
- des projets élaborés à l'initiative de la Scic et financés par des collectivités territoriales ou des acteurs de l'ESS.

#### Quelques réalisations :

« *Les amis de mon jardin* » est un kit pédagogique, destiné aux enfants de 5 à 7 ans et à leurs proches. Il contient différents outils pour faciliter le dialogue entre les parents et les enfants sur les questions de santé (CD audio et livre de contes, puzzles, guide méthodologique).

« *Passer de l'habitat à l'habiter* » est un jeu de rôle sur le thème de « l'habité », c'est-à-dire le lien entre l'habitat, l'habitant et le cadre de vie, à destination des bailleurs sociaux, des élus et techniciens des collectivités territoriales. A travers des études de cas, il permet d'identifier des modes de coopération entre les acteurs en vue d'aboutir à des réponses pertinentes pour la population.

### DATES CLÉS

**Octobre 2007** : Création de la SARL à la marge

**Avril 2008** : Obtention de l'agrément Scic de la préfecture

**Septembre 2013** : Lancement d'une activité de conseil dans le secteur médico-social et embauche d'un nouveau salarié

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEURS

Quatre salariés d'une association en difficulté financière du Nord-Pas-de-Calais.

### CATÉGORIES D'ASSOCIÉS

- salariés (4 personnes physiques)
- contributeurs (1 universitaire, 1 consultant) et clients (Centre de soins infirmiers de Lille Sud, ARIA-Nord)
- partenaires financiers (l'Union Régionale des Scop du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, Eco-Cigale, Socoden)
- bénévoles (8 personnes physiques)
- collectivités territoriales (non pourvue)

### GOUVERNANCE

Une **assemblée générale** annuelle.

Un **atelier prospectif** réunissant les associés sur l'axe recherche développement.

### COMPOSITION DES COLLÈGES DE VOTE ET RÉPARTITION DES DROITS

La coopérative fonctionne avec **quatre collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- salariés : 35% des droits de vote
- contributeurs et clients : 25% des droits de vote
- partenaires financiers : 20% des droits de vote
- bénévoles : 20% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

10 620€ à date de création et 22 220 € en 2013.

L'augmentation est due la prise de parts sociales par l'Urscop Nord-Pas-de-Calais – Picardie, le club Cigales Ecocigales, la Scop ARIA-Nord et le versement mensuel de 1% des salaires bruts par les salariés.

Le capital social est divisé en 1 110 parts sociales de 20 euros chacune.

### BUDGET 2012

NC

### SOURCES DE FINANCEMENT

Les recettes d'à la marge sont issues à 100% de ses prestations.

Les clients de la société coopérative sont tous issus de l'économie sociale et solidaire : associations, mutuelles (Macif, Union régionale Mutualité Française Nord - Pas- de-Calais...).

Quelques collectivités locales font appel aux services de la Scic (Ville de Loos, Hauborudin, Calais, Nantes...), ainsi que des laboratoires de recherche universitaires publics (Paris XIII – Laboratoire de pédagogie de la santé, Clersé, etc.)

### Contact

#### Marc Beaurepaire, Gérant

Email : [mbeaurepaire@alamarge.org](mailto:mbeaurepaire@alamarge.org)

Tel : 03 20 88 35 18

Site internet : [www.alamarge.org](http://www.alamarge.org)

#### Adresse postale

788 rue Jean Jaurès

59 790 Ronchin

# CALAO productions

DOLE / FRANCHE COMTÉ

DATE DE CRÉATION : 2003

6 SALARIES, 4 ETP

## Activités

Cette société coopérative accompagne de grandes entreprises, des organismes de formation, des institutions publiques, des associations, ou encore des organisations non gouvernementales, dans leurs projets pédagogiques.

### OBJECTIFS

Faciliter l'accès aux savoirs fondamentaux, auprès de tout public confronté aux limites de la pédagogie classique.

### CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Créée en 2003, la Scic CALAO productions a débuté par la conception et la réalisation d'outils pédagogiques innovants sur la santé et l'environnement à destination des pays Africains. Pour ces projets, CALAO productions a bénéficié de l'appui d'Universcience, établissement public rassemblant aujourd'hui le Palais de la découverte et la Cité des sciences.

Le statut de société coopérative d'intérêt collectif est apparu comme un choix évident aux fondateurs de CALAO productions.

Il s'agissait pour eux de formaliser et d'inscrire au cœur du projet la rencontre entre la volonté des fondateurs, les savoir-faire des salariés et les besoins des publics, de tous horizons, au Sud et au Nord.

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Calao productions conçoit et diffuse des outils pédagogiques originaux. Ainsi, la société coopérative crée « les malles des savoirs » qui s'appuient sur la méthode OMCA – « *Observer Manipuler Comprendre Agir* ».

Une malle permet de construire « ses » savoirs, dans un des domaines suivants :

- l'éducation à la santé ;
- l'éducation thérapeutique ;
- la découverte de l'environnement ;
- la prévention des risques humains au travail.

CALAO productions a ouvert ses activités à la prévention et à la qualité de vie au travail en 2006, à la suite d'une commande passée par six grandes entreprises dont Solvay et le groupe Bel.

Dans cette continuité, CALAO productions intervient avec la malle des savoirs « Penser le stress » auprès des salariés d'ArcelorMittal, sur le site du Creusot. Sous la forme de formations, l'objectif est de construire un référentiel commun offrant des pistes de résistance au stress aux salariés.

A terme, CALAO productions souhaite créer un réseau national de diffusion des malles des savoirs dans le domaine de la prévention des risques humains au travail.

### DATES CLÉS

**2003** : Création de la Scic CALAO productions

**2006** : Développement des activités de CALAO productions dans le champ de la prévention des risques humains au travail

**2012** : Création d'une « Malle des savoirs » sur la drépanocytose avec l'hôpital Necker et l'appui d'Universcience

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### GOUVERNANCE

- 43 porteurs de parts sociales
- un conseil d'administration composé de 15 personnes
- un Président du conseil d'administration
- une Directrice générale

### COMPOSITION DES COLLÈGES DE VOTE ET RÉPARTITION DES DROITS

La coopérative fonctionne avec **cinq collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- salariés : 20% des droits de vote
- bénévoles : 20% des droits de vote
- financeurs publics et privés : 20% des droits de vote
- utilisateurs : 20% des droits de vote
- « amis » : 20% des droits de vote

### PARTENAIRES

- Universcience
- l'agglomération de communes le Grand Dole
- le Réseau Ouest Francilien de Soins des Enfants Drépanocytaires (ROFSED)
- l'espace santé de Dole
- la coopérative arts tourisme et développement au Burkina Faso
- Franche Comté Active

### CLIENTS

- Air Liquide, Amora ArcelorMittal, Essilor, groupe BEL, Reel, Solvay Electrolyse, groupe SPHERE, Urgo, Ville de Chalon-sur-Saône, Ville de Saint-Priest, Ville de Dole
- KidAids au Cameroun, Verso au Kenya

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

60 000€

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2013 (PRÉVISIONNEL)

220 000€

### SOURCES DE FINANCEMENT

- formation à la prévention des risques humains au travail : 60% des revenus
- ingénierie de création d'outils pédagogiques : 25% des revenus
- diffusion et création d'outils pédagogiques : 15% des revenus

## Contact

**Bénédicte Gaudin, Directrice générale**

**Alain Coupat, Président**

Tel. : 03 84 82 88 64

Email : [calao@calaoproductions.com](mailto:calao@calaoproductions.com)

Site internet : [www.calaoproductions.com](http://www.calaoproductions.com)

### Adresse postale

210 avenue de Verdun  
39100 Dole

# Cerise

RENNES / BRETAGNE

DATE DE CRÉATION : 2008

5 SALARIÉS

## Activités

Cerise est une coopérative spécialisée dans les services à l'enfance et les réseaux éco-crèches. A travers ses diagnostics territoriaux et ses missions de montage de services, Cerise répond aux besoins des communes, des parents et des entreprises. Cerise est l'acronyme de « Compétences de l'Economie sociale en Réseau pour des Innovations et des Services à l'Enfance avec les entreprises ».

## OBJECTIFS

Accompagner le développement du secteur de la petite enfance.

Valoriser et appuyer les valeurs ajoutées des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans un contexte concurrentiel.

## CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Cofinancé par le Fonds social européen, le programme Equal-Marguerite (2005-2008), s'appuyant sur un réseau de partenaires de l'ESS des Régions Bretagne et Pays de la Loire, a posé les questions d'égalité femmes-hommes et de conciliation vie professionnelle-vie familiale qui nécessitent le développement de services d'accueil de la garde d'enfants.

Suite à cette première collaboration, ce réseau d'acteurs a décidé de monter une cellule d'ingénierie commune pour accompagner les structures à but non-lucratif au secteur de la petite enfance. Dans un contexte de développement des acteurs privés dans ce secteur, il paraissait essentiel de mettre en valeur la capacité d'innovation des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Porteuse d'utilité sociale, et inscrite dans une dynamique territoriale multi-acteurs, la cellule d'ingénierie est organisée sous la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Le bureau d'études accompagne les collectivités, gestionnaires de services et institutionnels dans l'émergence et l'évolution de services et d'établissements de la petite enfance. Parmi ses missions, Cerise élabore des schémas de développement enfance et réalise des audits d'établissements.

Dans le cadre de son axe d'intervention « Cerise verte », la coopérative-conseil anime des temps de sensibilisation et de formation pour amener les professionnels de la petite enfance à modifier leurs pratiques : gestion de l'eau, des déchets, énergie, alimentation, solidarité. « Cerise verte » accompagne ainsi les dynamiques d'éco-crèches avec les lieux d'accueil de jeunes enfants.

Initiée en 2012, en Poitou-Charentes, la démarche-pilote « le bouquet » a pour objectif d'optimiser la mise en adéquation des besoins des employeurs de parents-salariés et des services d'accueil de jeunes enfants. Sous la forme d'une plateforme d'intermédiation et de conventionnement, l'outil doit permettre de faciliter l'accès des parents-salariés à un « bouquet » de réponses de modes de garde.

## DATES CLÉS

**2006** : Création de l'association Cerise

**2008** : Transformation et obtention de l'agrément Scic

**2013** : Lancement du « Bouquet », intermédiation territoriale entre les entreprises et les services d'accueil de jeunes enfants

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### CATÉGORIES D'ASSOCIÉS

Salariés, consultants associés, structures et réseaux de l'Economie sociale, personnes intéressées.

### COLLÈGES DE VOTE ET RÉPARTITION DES DROITS

La coopérative fonctionne avec **quatre collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- collège des compétences (salariés et consultants associés) : 40 % des droits de vote
- collège des structures et réseaux de l'économie sociale : 25 % des droits de vote
- collège des personnes intéressées : 25 % des droits de vote
- collège des collectivités et établissements publics : 10% des droits de vote (non pourvu)

### GOVERNANCE

**Assemblée générale** formelle annuelle (une fois par an, au printemps).

**Rencontre des sociétaires-coopérateurs** (une fois par an, à l'automne).

**Conseil coopératif**, unité consultative réunissant des représentants des collèges de sociétaires (3 à 4 fois par an).

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

26 880 €

### BUDGET 2012

200 000 €

### RÉPARTITION DES SOURCES DE FINANCEMENT

80% des recettes de la Scic sont issues de prestations (diagnostics participatifs territoriaux, démarches de concertation, élaboration de scénarios, montage de services, évaluation, formation, dispositif local d'accompagnement).

Pour la période 2011-2013, 20% du budget de Cerise provient d'un programme d'innovation sociale du Fonds social européen.

### Contact

**Pierre-Yves Jan, co-dirigeant**

Email : [info@cerise.coop](mailto:info@cerise.coop)

Tel. : 09 79 29 15 93

Site internet : [www.cerise.coop](http://www.cerise.coop)

### Adresse postale

11 Square de Galicie  
35200 Rennes

# Fredonia

NANTES / PAYS-DE-LA-LOIRE

DATE DE CRÉATION : 1999

2 PERMANENTS,  
10 INTERMITTENTS

## Activités

Fredonia est une troupe de 12 artistes valides et handicapés ayant pour vocation de faire grandir la confiance en soi, dans les autres et dans l'avenir par le théâtre musical. La troupe organise des formations, sensibilisations et spectacles pour jeunes et adultes.

## OBJECTIFS

Faire vivre une troupe d'acteurs valides et handicapés.

Donner confiance en soi aux enfants et adultes.

Sensibiliser aux questions sociales et de santé.

## CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

En 1993, douze artistes (metteurs en scène, comédien, chanteurs) ont choisi de travailler ensemble pour mettre en pratique leurs convictions profondes quant à l'influence de la confiance sur soi et sur son environnement :

- faire grandir la confiance en soi est le socle du développement individuel et collectif ;
- construire la réalité par la métaphore est un des outils les plus puissants pour l'imaginer ;
- interpréter les changements sur scène permet de les imaginer et donc de les réaliser ;
- jouer en chantant une situation et une histoire permet d'émouvoir le public pour qu'il se mette lui aussi en mouvement.

Face à ces constats, Fredonia agit en construisant des spectacles pédagogiques et divertissants qui proposent une controverse et un parti pris d'auteur.

Après avoir exercé dans des entreprises sous le régime de travailleurs non-salariés, les douze artistes se sont ouverts au grand public et aux écoles. Pour développer et consolider le projet, les artistes et futurs associés ont transformé l'association en société coopérative en juillet 2012.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Fredonia anime, conçoit et organise des spectacles et des formations. Trois concernent plus particulièrement l'éducation et le bien-être.

### Les stages « Graines d'acteurs »

Fredonia conçoit et organise des événements artistiques éducatifs pour faire grandir la confiance des élèves. Les élèves sont associés tout au long du projet, ce qui leur permet d'exercer leurs talents selon leurs envies tout en participant à un projet commun : actions concernant l'intégration d'élèves et de jeunes handicapés, prévention des addictions etc.

### Les spectacles pédagogiques

La troupe d'artistes propose des spectacles pour traiter de sujets sociaux et de santé, et ainsi sensibiliser enfants et adultes. Parmi les thématiques abordées, le handicap, la solidarité ou encore la dangerosité des addictions.

### Les formations et les animations-forums sur la confiance

Fredonia monte des projets culturels éducatifs de développement personnel auprès des entreprises. Les salariés en formation apprennent par exemple à s'approprier leur voix pour s'exprimer confortablement.

## DATES CLÉS

**1996** : Création des services Fredonia pour exercer dans les entreprises

**1999** : Création de l'association Fredonia pour le grand public et l'éducation

**Juillet 2012** : Migration de l'association Fredonia vers la Scic Fredonia

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### 12 ASSOCIÉS

Le capital initial est réparti entre **quatre catégories d'associés** de la manière suivante :

- 4 fondateurs
- 2 salariés permanents et 1 intermittent régulier
- 2 représentants de parents d'élèves
- 3 personnalités qualifiées qui travaillent sur le handicap et sur la performance socio-économique

### GOVERNANCE

Le **conseil d'administration** comprend douze associés organisés en quatre collèges dont les pouvoirs sont les pouvoirs classiques d'une Scic :

- orientations et mise en œuvre de l'activité ;
- contrôles et vérifications diverses ;
- validation des demandes d'admission des futurs sociétaires.

### 5 COLLÈGES DE VOTE

La coopérative fonctionne avec **cinq collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- fondateurs : 45% des droits de vote
- salariés permanents et intermittents réguliers : 11% des droits de vote
- bénéficiaires personnes physiques : 11% des droits de vote
- bénéficiaires personnes morales (catégorie non pourvue) : 11% des droits de vote
- personnalités qualifiées : 11% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL INITIAL

Capital variable à 2 000 € avec des parts sociales à 40 € chacune.

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

73 000€

### SOURCES DE FINANCEMENT

- subventions sur projet de la Direction régionale des affaires culturelles de 1 500€ ;
- commandes des écoles et des entreprises ;
- ventes de billets des spectacles ;
- inscriptions aux ateliers de comédie musicales pour jeunes et adultes à l'année.

## Contacts

**France de Belloy**, metteur en scène, comédienne chanteuse et coordinatrice de projets

**Hervé de Belloy**, metteur en scène, comédien et formateur et intervenant en responsabilité sociétale des entreprises

Email : [info@fredonia.fr](mailto:info@fredonia.fr) - Tel. : 02 40 40 57 67  
Site internet : [www.fredonia.fr](http://www.fredonia.fr)

### Adresse postale

4 rue Montyon  
44100 Nantes

# Pôle de compétences Culture & Santé en Aquitaine

BORDEAUX / AQUITAINE

DATE DE CRÉATION : 2010

2 SALARIES, 1 ETP

## Activités

Le Pôle de compétences Culture & Santé est une structure d'appui à la politique publique Culture et Santé en région Aquitaine qui favorise les synergies et la co-création entre les secteurs de la santé et de la culture. Il s'agit de la seule société coopérative d'intérêt collectif intersectorielle Culture & Santé.

## OBJECTIFS

Développer dans le champ de la santé une accessibilité aux dimensions culturelles, tant sur le plan de ses caractéristiques anthropologiques que sur le plan de ses activités artistiques et patrimoniales.

Participer à la sensibilisation et à la formation des acteurs de la culture et de la santé pour la co-construction de projets en milieu hospitalier.

Favoriser une dynamique inter-hospitalière en Aquitaine.

## CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Depuis 2007, la Direction régionale des Affaires culturelles, l'Agence régionale de Santé et la Région Aquitaine soutiennent conjointement des actions culturelles et artistiques réalisées dans les établissements hospitaliers. En 2010, pour développer la politique Culture & Santé, les collectivités publiques, en partenariat avec l'Institut Bergonié et l'association Script, ont pris l'initiative de créer un Pôle de Compétences Culture et Santé sous la forme d'une société coopérative.

Dès le lancement du pôle, celui-ci s'est organisé sous la forme d'une société coopérative pour répondre aux deux enjeux principaux du projet :

- inventer une nouvelle forme de partenariat public/privé
- faire travailler ensemble les secteurs de la culture et de la santé

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Le pôle Culture & Santé accompagne les acteurs culturels et les gestionnaires et personnels d'établissements hospitaliers à travers trois missions principales :

- le conseil et l'ingénierie de projets, l'accompagnement du pilotage ;
- la formation et la recherche-action des acteurs culturels et de la santé ;
- la conception d'actions fédératrices interhospitalières régionales, inter-régionales et européennes.

### Exemple de formation-action

Le Pôle de compétences Culture & Santé organise et anime régulièrement une formation générale sur la mise en œuvre d'une action artistique et culturelle intégrée à l'environnement hospitalier.

La formation s'appuie notamment sur les politiques culturelles transversales – culture et hôpital, culture et handicap – pour lancer la réflexion sur la construction d'un projet culturel adapté à l'environnement hospitalier.

Chaque projet est élaboré sur mesure, en co-construction avec les différents partenaires de l'action.

## DATES CLÉS

**2010** : Signature de la convention Etat/Région formalisant la création du Pôle Culture & Santé

**28 février 2011** : Assemblée constitutive de la Scic

**21 mai 2011** : Obtention de l'agrément Scic

**Février 2012** : Obtention de la qualité d'organisme de formation

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### LES INITIATEURS

- la Direction régionale des Affaires culturelles
- l'Agence régionale de Santé
- la Région Aquitaine
- l'Institut Bergonié, centre régional de lutte contre le cancer
- Script, association locale culturelle, éducative et de loisirs

### PRINCIPAUX PARTENAIRES

- les agences culturelles des départements de la Gironde et de la Dordogne
- les agences culturelles de la région Aquitaine : l'office artistique de la Région Aquitaine, l'agence ECLA (écrit cinéma livre audiovisuel) et le fonds régional d'art contemporain

### 98 ASSOCIÉS

Le capital initial est réparti entre **cinq catégories d'associés** de la manière suivante :

- 3 collectivités territoriales (Conseil régional d'Aquitaine, Conseil général des Landes, Ville de Gradignan)
- 3 collectivités ou établissements publics d'Etat (Direction régionale des affaires culturelles, Agence régionale de la santé, Université Bordeaux 3)
- 34 établissements de santé
- 31 professionnels de l'art et de la culture
- 27 salariés, partenaires, bénéficiaires

### 5 COLLÈGES DE VOTE

La coopérative fonctionne avec **cinq collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- établissements de santé : 20% des droits
- professionnels de l'art et de la culture : 20% des droits de vote
- établissements publics d'Etat : 20% des droits de vote
- collectivités territoriales : 20% des droits de vote
- salariés : 20% des droits de vote

Chaque collègue élit un titulaire et un suppléant. Ces représentants se réunissent chaque trimestre lors d'un conseil consultatif pour échanger et faire des propositions au gérant de la Scic.

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

36 000 € avec 363 parts sociales de 100 € chacune.

### SOURCES DE FINANCEMENT

- subventions de fonctionnement :
  - o Direction régionale des affaires culturelles : 16 500 €
  - o Agence régionale de santé : 15 000 €
  - o Région Aquitaine : 25 000 €
- fonds propres : entre 25 000€ et 30 000€ issus des prestations et formations

### Contact

**Alexandra Martin, coordinatrice**

Tel. : 06 30 57 73 53

Email : [contact@culture-sante-aquitaine.com](mailto:contact@culture-sante-aquitaine.com)

Site internet : [www.culture-sante-aquitaine.com](http://www.culture-sante-aquitaine.com)

### Adresse postale

Siège administratif

17bis Avenue Salvador Allende

33130 Bègles

# Bottines et bottillons services

VILLEURBANNE / RHONE-ALPES

DATE DE CRÉATION : 2012

4 SALARIÉS ET 1 APPRENTI

## Activités

Bottines et bottillons gère et anime des crèches et souhaite développer des solutions de mode de garde pour enfants de deux mois à douze ans. La prise en compte des horaires atypiques est inscrite au cœur du projet.

### OBJECTIFS

Faciliter les problèmes de gestion de garde par des services accessibles, en particulier pour des parents travaillant en horaires atypiques.

Travailler sur la place du père dans la fonction éducative et la prise en charge des enfants.

Lutter contre l'isolement de certaines familles en favorisant les rencontres.

Offrir un tremplin professionnel à certaines catégories de professionnels de la petite enfance, parmi lesquelles les assistantes maternelles.

### CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

En 2008, le rapport de la députée Michèle Tabarot dresse un constat sévère sur l'offre d'accueil dans la petite enfance : le manque de places en crèches ou chez les assistantes maternelles s'élèverait à 320 000 places. Face à ce constat et à la rencontre de Ny Aina Rakotavahiny avec des acteurs du secteur, celui-ci a imaginé et construit le projet Bottines et bottillons. Il s'est notamment inspiré des travaux d'Optimômes, agence d'ingénierie sociale, sur le rôle du père dans la prise en charge des enfants et sur la question des horaires d'atypiques.

La structure est organisée en Scic afin de reconnaître la mission d'utilité sociale de Bottines et bottillons. Le second objectif, en choisissant ce statut, est de favoriser la gestion démocratique et d'impliquer l'ensemble des acteurs concernés dans le développement de l'activité. Les dirigeants actuels s'efforcent de sensibiliser leurs partenaires aux spécificités des sociétés coopératives pour les amener à s'engager en prenant des parts dans la structure.

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Jeune coopérative, Bottines et bottillons gère et anime une micro-crèche de dix places implantée au niveau du quartier Charmettes – Bellecombe dans le sixième arrondissement de Lyon.

En accueillant des enfants de deux demi-journées à 50 heures par semaine, cet établissement offre des solutions de garde adaptées aux contraintes de 27 familles. Conformément aux engagements initiaux du projet, l'amplitude horaire est étendue avec une ouverture à 7h30 et une fermeture à 19h30.

La jeune structure a de nombreux projets de développement à moyen et long terme. Dès janvier 2014, Bottines et bottillons proposera un service de crèche à domicile (recrutement de deux assistantes maternelles à mi-temps) et développera des activités périscolaires, en particulier pendant les congés scolaires.

En septembre 2014, la création prévue d'un relais d'assistantes maternelles permettra d'accueillir plus d'enfants et de créer de nouveaux emplois d'assistantes maternelles.

### DATES CLÉS

**Été 2012** : Création de la Scic et approbation du projet par la Caisse d'allocations familiales, le Conseil général et la Mairie de Lyon

**Octobre 2012** : Lancement des travaux dans un local à Villeurbanne

**Novembre 2012** : Lauréat du concours Cre'ACC

**Mars 2013** : Ouverture de la micro-crèche à Villeurbanne

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### TROIS FONDATEURS-ASSOCIÉS

- Ny Aina RAKOTOVAHINY, travailleur social diplômé
- Ny Hary RAKOTOVAHINY, informaticien de gestion passionné de petite enfance
- Nathalie BOURGEOIS, assistante maternelle

### 3 COLLÈGES DE VOTE

La coopérative fonctionne avec **trois collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- collège des garants - fondateurs : 50% des droits de vote
- collège des bénéficiaires (parents) : 20% des droits de vote
- collège des soutiens (salariés) : 30% des droits de vote

Des catégories (non encore pourvues) sont prévues dans les statuts de la structure : réservataires, partenaires de droit privé (entreprises), partenaires de droit public (collectivités territoriales, bailleurs sociaux) et bénévoles (parents ayant placé leurs enfants).

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### UNE TARIFICATION ORIGINALE

Les familles sont facturées en fonction des besoins et non pas selon une plage horaire définie. Chaque contrat est donc différent et correspond au nombre d'heures effectivement passées par l'enfant à la crèche. Le tarif horaire moyen est de 8,50€. Cet été, deux familles ont bénéficié d'un tarif de 3€ de l'heure justifié par une situation socio-économique difficile.

### CAPITAL SOCIAL

30 000€, divisé en 600 parts sociales de 50 euros chacune.

### BUDGET PRÉVISIONNEL 2013

Pour la micro-crèche : 140 000€.

### MARGE BÉNÉFICIAIRE

Marge prévisionnelle pour 2013 de 5 000€.

### SOURCES DE FINANCEMENT

Les recettes de Bottines et bottillons proviennent de la vente de ses prestations.

La Caisse d'allocations familiales a subventionné la Scic à hauteur de 85 000€ sous forme d'aide à la création.

## Contact

### M. Rakotovahiny Ny Aina, Dirigeant

Email : [bienvenue@bottinesetbottillons.fr](mailto:bienvenue@bottinesetbottillons.fr)

Tel. : 06 59 90 49 89

Site internet : [www.bottinesetbottillons.fr](http://www.bottinesetbottillons.fr)

### Adresse postale

Siège  
28 rue Faillebin  
69100 Villeurbanne

# Kaléide

RONCQ / NORD-PAS-DE-CALAIS

DATE DE CRÉATION : 2013

40 SALARIÉS, 30 ETP

## Activités

Anciennement association Services des Familles, la Scic Kaléide gère depuis 25 ans le secteur de la petite enfance pour la ville de Roncq. En 2014, Kaléide s'ouvrira à la gestion des accueils collectifs de mineurs, au conseil et à l'ingénierie, et à la mise en place de services de conciergeries à l'échelle de la Région Nord-Pas de Calais.

### OBJECTIFS

Répondre aux besoins des familles.

Accompagner et proposer des solutions adaptées aux collectivités territoriales et établissements publics et privés dans leurs politiques liées à la petite enfance, l'enfance et la jeunesse.

### CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Créée en 1989, l'association Service des Familles gère le secteur de la petite enfance de la ville de Roncq.

Depuis quelques années, l'association réfléchit au développement de nouvelles activités, au-delà du seul secteur de la petite enfance : gestion d'activités en faveur des jeunes, animation d'un centre de loisirs, conseils aux collectivités, mise en place de conciergeries.

Pour permettre ce renouveau, le statut associatif est apparu trop étiqué. Les dirigeants de l'association ont mené une réflexion sur les intérêts et contraintes des différents statuts juridiques. La Scic s'est présentée comme une opportunité pour inscrire l'économie sociale et solidaire au cœur du projet tout en mettant en réseau les compétences et les forces du territoire, atout majeur pour un changement d'échelle.

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Kaléide gère et organise deux lieux multi-accueils collectifs - une crèche familiale et un relais d'assistantes maternelles. Ces établissements proposent 71 places et permettent l'accueil à l'année de 300 à 400 enfants de 0-4 ans.

Pour répondre aux besoins du territoire, Kaléide gèrera dès janvier 2014 les activités d'accueil de loisirs collectifs des mineurs pour la ville de Roncq, ce qui conduira à doubler les effectifs de la Scic. Kaléide prévoit de gérer les accueils périscolaires sur la commune de Roncq, à partir de septembre 2014.

Kaléide a le souhait de mettre en place de conciergeries, ainsi que de développer des activités de conseil et d'ingénierie. L'objectif pour Kaléide est de se positionner comme une structure-ressource accompagnant les collectivités territoriales et établissements publics et privés à l'échelle de la Région Nord-Pas-de-Calais. La société coopérative proposera par exemple des audits et des diagnostics territoriaux toujours en lien avec la politique de la petite enfance et de la jeunesse.

### DATES CLÉS

**5 janvier 1989** : Création de l'Association Service des Familles pour la gestion des établissements d'accueil du jeune enfant sur la Ville de Roncq

**28 septembre 2013** : Assemblée générale constitutive de l'association Scic

**1er janvier 2014** : Développement de la gestion des activités d'accueil de loisirs collectifs des mineurs pour la ville de Roncq

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEURS DU PROJET

- La Ville de Roncq
- Les salariés
- Les administrateurs de l'association

### CATÉGORIES D'ASSOCIÉS

Le capital initial est réparti entre **neuf catégories d'associés** de la manière suivante :

- 10 salariés
- 5 bénévoles
- 5 bénéficiaires personnes physiques (parents)
- 3 bénéficiaires personnes morales (cabinet d'architecture Graph Architecte et un assistant de maîtrise d'ouvrage Maning, clinique Saint Roch)
- 2 collectivités territoriales ou établissements publics (commune de Roncq, CCAS de Roncq)
- 1 organisme d'appui financier (Cigalys 2)
- 2 organisations socio professionnelles (organisme de formation, Union Régionale de la SCOP)
- personnes physiques qualifiées (non pourvue)
- 3 fournisseurs (Autour du bureau, Promatec, Croc la Vie)

### GOVERNANCE

Un **conseil de surveillance** constitué de neuf membres dont une Présidente.

Un **comité Directoire** constitué de trois membres dont un Président du Directoire, un Directeur Général et un membre du Directoire.

### 4 COLLÈGES DE VOTE

La coopérative fonctionne avec **quatre collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- salariés et personnes physiques qualifiées : 25% des droits de vote
- collectivités territoriales, établissements publics : 35% des droits de vote
- organismes socioprofessionnels et organisme d'appui financier : 20% des droits de vote
- bénéficiaires personnes physiques, morales, bénévoles, fournisseurs : 20% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

20 600 €, divisé en 412 parts sociales de 50 euros.

### BUDGET 2013

1,5 millions d'euros

### BUDGET PRÉVISIONNEL 2014

2,5 millions d'euros

### SOURCES DE FINANCEMENT

- 55% des recettes issues de la Ville de Roncq et du CCAS
- 30% des recettes issues de la Caisse d'allocations familiales du département du Nord
- 15% des recettes issues des bénéficiaires des services

## Contacts

**Yohann Reisenhel, Directeur général  
Kaléide**

3 rue Jules Watteuw  
59 223 Roncq

Tel. : 03 20 69 90 00

Email : [siegesocial@servicedesfamilles.fr](mailto:siegesocial@servicedesfamilles.fr)

# Odcvl comptoir de projets éducatifs

EPINAL / LORRAINE

DATE DE CRÉATION : 1939

157 SALARIÉS, 115 ETP

## Activités

La Scic organise des séjours de classes de découvertes, des colonies de vacances, des camps d'adolescents ainsi que des projets touristiques tout public pour de nombreux acteurs socio-économiques (collectivités territoriales, comités d'entreprise, associations, clubs). ODCVL est l'acronyme d'« Office Départemental des Centres de Vacances et de Loisirs ».

## OBJECTIFS

Défendre le droit à la culture en proposant une offre de loisirs-découvertes de qualité.

Favoriser l'accès aux loisirs et vacances au plus grand nombre.

## CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

L'association ODCVL est née en 1939 de la volonté d'enseignants Vosgiens et Bretons de faire découvrir aux enfants dont ils avaient la responsabilité leur territoire respectif. Très vite, portée par le mouvement naissant du droit aux loisirs et à la culture pour tous, l'association s'est développée pour finalement devenir l'une des références nationales en matière de séjours éducatifs.

En 2011 pour poursuivre l'évolution d'ODCVL, les élus de l'association ont interrogé le statut juridique de la structure. Ce projet de transformation est né de plusieurs constats et besoins. Dans un domaine concurrentiel, ODCVL devait apprendre à mieux communiquer et améliorer sa visibilité. Etaient très présente également la volonté d'associer les salariés et des personnes ressources à la gouvernance, ainsi que de faciliter les synergies avec les acteurs du territoire. Le multi-partenariat, inscrit au cœur de la gouvernance des Scic, se présentait comme une opportunité.

Le projet a été présenté aux salariés en novembre 2011 et la transformation a été rendue effective en 2013, associant ainsi les obligations économiques d'ODCVL et sa portée sociale.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

ODCVL s'intègre dans une politique de tourisme social, d'éducation populaire et permanente ouverte à tous. La société coopérative gère et organise 11 centres d'hébergement en France et accueille plus de 25 000 personnes par an.

De nombreuses activités sont proposées :

- gestion et organisation d'établissements à vocations multiples accueillants différents publics ;
- organisation et animation des séjours éducatifs et touristiques tant en France qu'à l'étranger : accueils collectifs de mineurs, accueils de loisirs sans hébergement, sorties scolaires, classes de découvertes, animations d'éducation à l'environnement et au développement durable ;
- accompagnement par la formation, le conseil, l'ingénierie de tout projet se rapportant à l'objet social de la société coopérative.

## DATES CLÉS

**Février 1939** : Création de l'association ODCVL

**Années 1970** : Ouverture des premiers centres permanents

**Année 2003** : Première association certifiée Iso 9001

**Novembre 2011** : Présentation du projet de transformation en Scic aux salariés

**Juin 2012** : Assemblée générale constitutive de la Scic

**Février 2013** : Transformation effective

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### CATÉGORIES D'ASSOCIÉS

Le capital initial est réparti entre **cinq catégories d'associés** de la manière suivante :

- salariés (80% des salariés éligibles ont pris des parts, 98% des permanents sont sociétaires, 135 parts)
- bénéficiaires (2 usagers, 10 parts)
- partenaires techniques et pédagogiques (12 partenaires personnes physiques et morales, 175 parts)
- fondateurs (16 membres de l'ancien conseil d'administration, 49 parts)
- membres actifs (31 personnes physiques, 48 parts)

### GOVERNANCE

Principales instances : **assemblée générale**, assemblée générale par catégorie, **conseil d'administration**, **comité de gouvernance**. Le comité de gouvernance supervise la mise en œuvre opérationnelle des orientations du conseil d'administration.

En complément de ces instances, ODCVL a créé des **commissions**, conçues comme des laboratoires d'analyse, d'innovation, d'expérimentation et de proposition. Ces commissions réunissent des personnes ressources, souhaitant contribuer au projet d'ODCVL. Démarche originale, les personnes participant à ces groupes de réflexion ne sont pas nécessairement sociétaires ni même directement bénéficiaires, partenaires ou salariés.

### 5 COLLÈGES DE VOTE

La coopérative fonctionne avec **cinq collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- salariés : 20% des droits de vote
- partenaires : 15% des droits de vote
- sagers : 10% des droits de vote
- membres : 20% des droits de vote
- fondateurs : 35% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

20 250 € divisés en 405 parts sociales de 50 euros chacune.

### BUDGET ANNUEL 2012

9,5 millions d'euros

### SOURCE DE FINANCEMENT

100% des recettes d'ODCVL sont issues de la vente de ses prestations.

## Contacts

### Bruno Colin, directeur général

Email : [direction@odcvl.org](mailto:direction@odcvl.org)

Tel.: 03.20.69.90.00

Site internet : [www.odcvl.org](http://www.odcvl.org)

### Adresse postale

Siège social

Parc d'activités de la Roche

BP 247

88007 Épinal

# Run Enfance

SAINT GILLES LES BAINS / LA RÉUNION

DATE DE CRÉATION : 2010

48 SALARIÉS

## Activités

Run Enfance conçoit, crée, gère et anime des établissements d'accueil de jeunes enfants sur le territoire ouest du département de la Réunion. Il s'agit de la première société coopérative d'intérêt collectif créée à la Réunion.

### OBJECTIFS

Proposer différents modes de garde pour faciliter l'accueil des jeunes enfants.

Contribuer au développement social et économique du territoire.

Permettre aux familles de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale.

### CONTEXTE ET GENÈSE DU PROJET

Les associations « A Votre Service » et « Vue Belle Zordi », œuvrant depuis plusieurs années dans le secteur de la petite enfance, ont fusionné en novembre 2010. Cette fusion a permis la mutualisation des moyens tant humains que financiers des deux associations et contribue au développement de l'offre d'accueil sur le département.

Pour que cette fusion soit réussie, les codirigeants ont choisi le statut de société coopérative afin de permettre l'implication des salariés dans la gouvernance (1 personne = 1 voix) mais également pour donner plus de crédibilité et d'envergure au projet Run Enfance. Pour la gérance, une telle gouvernance permet en outre une réactivité forte et une prise de décision rapide.

Le choix de la forme de Scic constitue par ailleurs une adhésion de Run Enfance à des valeurs coopératives fondamentales (primauté de la personne humaine, démocratie, solidarité, sociétariat, intégration sociale économique et culturelle).

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

À ce jour, Run Enfance gère et organise :

- huit micro-crèches ;
- une crèche de 40 places ;
- deux lieux d'accueil enfants-parents ;
- une halte-garderie de 47 places ;
- un relais d'assistantes maternelles.

Run Enfance souhaite poursuivre la diversification de l'offre d'accueil à la Réunion, en créant un réseau d'établissements d'accueil de jeunes enfants pour des enfants de 0 à 6 ans.

D'ici 2015, Run Enfance envisage la création d'une cuisine dédiée à la petite enfance. Cet équipement permettra d'une part d'alimenter ses établissements d'accueil de jeunes enfants et d'autre part de proposer aux autres gestionnaires du département un service de livraison de repas de qualité avec des produits issus de l'agriculture biologique.

### DATES CLÉS

**1er novembre 2010 :** Fusion absorption des associations « A Votre Service » et « Vue Belle Zordi »

**2011 :** Naissance de la Scic Run Enfance

**2012 :** Lauréat du Prix spécial « Année internationale des coopératives 2012 » décerné par le ministère des solidarités et de la cohésion sociale, la Caisse des Dépôts et l'Agence pour la création d'Entreprise

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEURS

Les membres des deux associations « A Votre Servie » et « Vue Belle Zordi »

### ASSOCIÉS

Cinq salariés : Vincent Clotagatide, Nadège Domenech, Jacqueline Fatol, Claudine Cancémi, Ophélie Bonnieu.

### GOVERNANCE

Une **gérance partagée** entre deux co-gérants : Vincent Clotagatide et Nadège Domenech.

### COMPOSITION DES COLLÈGES DE VOTE

La gouvernance est organisée autour de trois collèges : salariés, bénéficiaires et collectivités territoriales.

Run Enfance mène un important travail de sensibilisation pour favoriser la prise de participation des bénéficiaires et des collectivités locales, qui connaissent encore mal le statut de Scic.

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

10 000 € (chaque associé possède 100 parts sociales).

### BUDGET 2012

1 154 873€

### SOURCES DE FINANCEMENT

- vente de prestations d'accueil : 70 % des recettes
- subventions d'investissement et d'exploitation de la Caisse d'allocations familiales et de la collectivité de la Mairie de Saint-Paul : 30 % des recettes

### Contact

#### Vincent Clotagatide, co-gérant

Email : [contact@runenfance.fr](mailto:contact@runenfance.fr)

Tel.: 02 62 33 56 12

Site internet : <http://www.runenfance.fr/>

#### Adresse postale

BP 20

97434 Saint Gilles Les Bains

# Centre de soins infirmiers Lille Sud

LILLE / NORD-PAS-DE-CALAIS

DATE DE CRÉATION : 1974

9 SALARIÉS

## Activités

Le centre de soins infirmiers Lille Sud accompagne les habitants dans leur parcours de santé par des soins techniques et des actions de prévention, en partenariat avec les structures de prévention et les services hospitaliers locaux.

## OBJECTIFS

Proposer une offre de soins de proximité de qualité.

Développer des innovations sociales en faveur de la santé.

Co-construire des projets avec les habitants et les acteurs locaux du secteur de la santé.

## CONTEXTE ET GENÈSE

Initié par la Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus, le service de soins à domicile est devenu en 1978 le centre de soins infirmiers Lille Sud, passant alors sous statut associatif.

Aujourd'hui, les dirigeants et salariés souhaitent transformer l'association en Scic pour inscrire l'innovation sociale au cœur des nouvelles orientations économiques du centre. Il leur semble également nécessaire de repenser le modèle économique dans un contexte changeant (loi organique relative aux lois de finances, tarification à l'acte, apparition des agences régionales de la santé). Par ce statut, il s'agit aussi d'offrir un nouveau rôle aux partenaires du centre, en cohérence avec la démarche de santé communautaire qu'il promeut (de nombreux acteurs sont associés au projet).

Pour les dirigeants du centre, la Scic permet ainsi d'inscrire au sein même du statut certains principes fondamentaux :

- contribuer au développement local parmi et avec d'autres acteurs ;
- faire de la contribution de la population à sa santé, un axe de ce développement local ;
- favoriser des partenariats public/privé selon des modalités de gouvernance démocratique et respectueuse de la contribution de chacun.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Le centre assure des soins techniques et réalise analyses et observations. Il privilégie la relation à la quantité de patients soignés et entretient la confiance avec les habitants par une présence au quotidien d'infirmiers.

Le centre de soins infirmiers participe également à des actions de prévention et d'éducation sanitaire à la santé individuelle et collective et à des actions de formation et de recherche. A titre d'exemple, il développe des formations en instituts de formation aux soins infirmiers.

La population locale est associée à la dynamique à la fois en participant à la construction des projets et en pouvant s'impliquer dans les instances de gouvernance de la structure.

Soucieux de son ancrage territorial, les dirigeants du centre de soins s'efforcent de développer des partenariats avec les professionnels de santé, éducatifs, sociaux et avec les élus du quartier et de la ville.

## DATES CLÉS

**1958** : Création du service de soins à domicile

**1976** : Premières actions d'éducation pour la santé en faveur des adultes

**1978 - 1982** : Transformation du service de soins à domicile en centre de soins puis en association

**De 1986 à 2013** : Développement de programmes pour les habitants, sans domiciles fixes et personnes détenues, en lien avec l'unité sanitaire du Centre hospitalier régional universitaire de Lille

**2013**: Projet de transformation en Scic

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEURS

Le conseil d'administration du Centre de soins infirmiers de Lille Sud et les salariés.

### CATÉGORIES D'ASSOCIÉS

En cours d'étude

### GOVERNANCE

En cours d'étude

### PRINCIPAUX PARTENAIRES

Aujourd'hui, l'Urscop Nord-Pas-de-Calais Picardie (aspects juridiques et financiers) et la Scic à la marge (en ce qui concerne le projet politique et de partenariat institutionnel, la gouvernance ainsi que la mobilisation de l'équipe) accompagnent conjointement le projet.

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

En cours d'étude

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

490 000€

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2011

418 000€

### SOURCES DE FINANCEMENT

- 2012 : 35% des recettes issues de projets de prévention et 65% d'actes infirmiers.
- 2011 : 43% des recettes issues de projets de prévention et 57% d'actes infirmiers.

## Contact

**Marc Beaurepaire, dirigeant**  
**Katty Penel, infirmière chef de service**

Email : [contact@csilillesud.fr](mailto:contact@csilillesud.fr)

Tel. : 03 20 96 19 51

Site internet : [www.csilillesud.fr](http://www.csilillesud.fr)

### Adresse postale

462 rue du Faubourg d'Arras  
59 000 Lille

# Entreprendre pour humaniser la dépendance (EHD)

RILLIEUX-LA-PAPE / RHONE-ALPES

DATE DE CRÉATION : 2003

NOMBRE DE SALARIÉS : 6,05 ETP

## Activités

Entreprendre pour Humaniser la Dépendance (EHD) permet au réseau associatif La Pierre Angulaire de construire et de mettre aux normes des établissements d'accueil et de soins à destination des personnes âgées à faibles ressources.

## OBJECTIFS

Réaliser et gérer des constructions pour répondre aux besoins des personnes en situation de rupture d'autonomie liée à l'âge, à un handicap physique, mental ou social.

Expérimenter des projets d'habitats intergénérationnels pour lutter contre l'isolement de personnes âgées fragilisées mais non dépendantes.

## CONTEXTE ET GENÈSE

Pour conduire ses opérations de construction et de mises aux normes, l'association La Pierre Angulaire a créé, sous son égide, une société anonyme, coopérative d'intérêt collectif, à capital variable, dénommée Entreprendre pour Humaniser la Dépendance (EHD).

La Pierre Angulaire est une association de bienfaisance qui regroupe une cinquantaine de maisons d'accueil et de soins pour personnes âgées.

Constituée en 2003 sous forme de société coopérative à capital variable, EHD a été agréée d'intérêt collectif en date du 6 janvier 2004 et entreprise solidaire en date du 15 juin 2007.

EHD s'inscrit dans ce que ses fondateurs appellent « une vision économique de la solidarité ». Le modèle consiste à ne pas asseoir son efficacité seulement sur les subventions publiques mais également sur une responsabilité individuelle avec le recours à l'épargne solidaire.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La foncière EHD réalise les opérations suivantes :

- maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'ouvrage déléguée ;
- montage financier des opérations (recherche de financement) ;
- mobilisation de l'épargne solidaire.

EHD finance et effectue le rachat, la rénovation et la construction de bâtiments destinés à accueillir des personnes en situation de rupture d'autonomie (handicap physique, mental ou social). La coopérative délègue la gestion des maisons de retraites ou de soins à l'association La Pierre Angulaire.

### Quelques réalisations

*Rénovation / extension de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Saint Joseph à Lorient (Drôme)*

*Reconstruction d'un EHPAD de 76 places et logements intergénérationnels à Noisy le Grand (Ile-de-France)*

## DATES CLÉS

**2003** : Création de la Scic

**Janvier 2004** : Obtention de l'agrément Scic

**Mars 2007** : Labellisation des actions EHD par Finansol, association de finance solidaire

**Juin 2007** : Obtention de l'agrément entreprise solidaire, renouvelé en juin 2009

**2012** : Lauréat du Prix Convergences 2015 pour le Projet Vie Grande Ouverte

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEUR

EHD a été créée à l'initiative de **La Pierre Angulaire** (LPA). LPA a été créée par Bernard Devert, également fondateur d'Habitat et Humanisme, association qui a pour objectif de permettre aux personnes seules et aux familles en difficulté d'accéder à un logement à faible loyer. Habitat et Humanisme, LPA et EHD travaillent en étroite collaboration sur plusieurs projets.

### 5 COLLÈGES DE VOTE

La coopérative foncière fonctionne avec **cinq collèges**, dont la composition et les droits de vote sont les suivants :

- fondateurs : 40% des droits de vote
- salariés : 10% des droits de vote
- usagers : 10% des droits de vote
- bénévoles : 20% des droits de vote
- partenaires : 20% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

Capital social en décembre 2012 : 37 558 100 €.  
Capital social en octobre 2013 : plus de 50 millions d'euros.

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

978 299 €

### SOURCES DE FINANCEMENT

- subventions
- prêts bonifiés
- fonds propres

### Contact

**Bernard Devert, Président d'Habitat et Humanisme**

Tel. : 04 78 30 33 10

Site internet : [www.pierre-angulaire.eu/](http://www.pierre-angulaire.eu/)

#### Adresse postale

5 Chemin de la Chapelle  
69140 Rillieux la Pape

# Solidarité Versailles Grand Âge

VERSAILLES / ÎLE-DE-FRANCE

DATE DE CRÉATION : 2012

EN COURS DE CONSTRUCTION

## Activités

La Scic Solidarité Versailles Grand Âge est un projet de plateforme gérontologique associant un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), un accueil de jour et un service de soins infirmiers à domicile dont une équipe spécialisée Alzheimer.

### OBJECTIFS

Permettre aux familles d'accompagner leurs proches en offrant plus d'intimité et des espaces de vie et d'activités adaptés à la progression de la perte d'autonomie.

Mettre en œuvre des synergies entre les réseaux de soins de l'agglomération pour proposer aux familles une complémentarité opérationnelle lisible et souple.

Favoriser la prise en charge des personnes socialement fragilisées avec un tarif de soin limité.

### CONTEXTE ET GENÈSE

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Versailles est gestionnaire d'un Ehpad installé dans un bâtiment existant, non encore totalement amorti et inadapté et gère un service de soins infirmier à domicile. Le CCAS a souhaité rénover, réhabiliter et étendre ce bâtiment pour offrir une gamme de services assurant la prise en charge de l'ensemble des besoins de la personne âgée du domicile à l'hébergement en établissement.

Dès le départ, le CCAS a affirmé sa volonté d'associer de nombreux partenaires : population versaillaise, salariés des structures et autres établissements versaillais. Pour élaborer le projet, en particulier le montage financier, le CCAS s'est associé à la foncière Entreprendre pour Humaniser la Dépendance (cf. page 28).

Le statut de société d'intérêt collectif a été choisi pour s'adapter aux spécificités du projet et en particulier l'implication multipartenariale. Le CCAS est ainsi le premier en France à investir dans une Scic, marquant l'ancrage territorial fort et l'implication de la Mairie de Versailles sur ce projet.

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

L'établissement de 7745 m<sup>2</sup> sur un terrain de 8000 m<sup>2</sup> comportera :

- un hébergement en Ehpad de 112 places ;
- un service de soins infirmiers à domicile, solution intermédiaire à l'accueil de jour pour 160 patients dont 10 malades d'Alzheimer ;
- un accueil de jour de 12 places, afin de soulager les aidants ;
- une salle polyvalente ouverte sur le quartier et un jardin sécurisé.

Une partie des activités sera consacrée au développement des solutions de nature sociale (parcours sensoriels, etc.) afin de minimiser la prise en charge médicamenteuse.

L'enjeu du projet est aussi d'associer le monde de la recherche et les outils technologiques de maintien à domicile, afin d'accueillir les personnes âgées dans un établissement adapté.

### DATES CLÉS

**Depuis janvier 2011** : Réalisation du programme technique et fonctionnel et mobilisation des partenaires locaux

**Septembre 2012** : Création de la Scic

**Septembre 2014** : Lancement des travaux

**2016-2017** : Ouverture de la plateforme de services

## PARTIES PRENANTES DU PROJET

### INITIATEURS

La **Ville de Versailles** qui a réalisé une étude diagnostic sur le vieillissement de la population et **le CCAS**, gestionnaire de l'actuel Ehpad et du service de soins infirmiers à domicile.

**Entreprendre pour humaniser la dépendance** qui finance et réhabilite des établissements d'accueil et de soins à destination des personnes âgées dépendantes et à faibles ressources.

### ASSOCIÉS

- Ville de Versailles
- Entreprendre pour humaniser la dépendance
- le centre hospitalier de Versailles
- la clinique médicale « La porte verte » spécialisée en gériatrie (établissement privé à but non lucratif)
- la coordination gérontologique de Versailles
- les Ehpad sur le territoire de la ville
- des résidents et leurs familles
- des salariés de l'Ehpad et du Service de soins infirmiers à domicile

### GOVERNANCE

**Un président**, personne physique, proposé par le CCAS et un directeur général proposé par Entreprendre pour humaniser la dépendance.

**Un conseil d'administration** composé de huit membres.

**Des collègues de vote** pour l'assemblée générale:

- fondateurs : 50% des droits de vote
- financiers solidaires : 12,50% des droits de vote
- partenaires : 12,50% des droits de vote
- bénéficiaires : 12,50% des droits de vote
- salariés : 12,50% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### FONDS PROPRES (PREVISIONNEL)

Cinq millions d'euros.

### CAPITAL SOCIAL (PREVISIONNEL)

Capital social initial de 4 millions d'euros composé de parts sociales de 20 euros :

- CCAS de Versailles : 1 million d'euros
- Entreprendre pour Humaniser la dépendance : 3 millions d'euros (dont l'apport au capital issu d'une levée de fonds auprès des Versaillais)

### FINANCEMENTS SOLIDAIRES

Des financements solidaires pourront être sollicités si l'apport total en fonds propres de cinq millions d'euros n'est pas atteint.

### CHIFFRE D'AFFAIRES (PREVISIONNEL)

7,1 millions d'euros

### OBJECTIF DE TARIFICATION

Un tarif de 70€ par jour pour les patients de l'Ehpad.

## Contacts

**Hervé Dheilly, Directeur général de l'action sociale à la ville de Versailles**

Email : [herve.Dheilly@versailles.fr](mailto:herve.Dheilly@versailles.fr)

**Mélina Ferlicot, Directrice de l'administration et prospective sociale du CCAS de Versailles**

Email : [melina.ferlicot@ccas.versailles.fr](mailto:melina.ferlicot@ccas.versailles.fr)

# CATEL Accompagnement

VANNES / BRETAGNE

DATE DE CRÉATION : 2008

5 SALARIÉS

## Activités

La société accompagne et développe les conditions favorables à la création d'activités dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, principalement dans le domaine de l'e-santé.

### OBJECTIFS

Contribuer au développement de la télésanté et de la télémedecine par la mise en adéquation des besoins et des compétences des associés et des acteurs du réseau CATEL.

### CONTEXTE ET GENÈSE

Sous l'égide de la Région Bretagne, de l'Agence régionale de l'hospitalisation et de l'Agence de développement du pays de Vannes, le CATEL a vu le jour le 17 octobre 1997 pour accompagner le développement des techniques de l'information et la communication dans le domaine de la santé.

Il rassemble près de 20 000 acteurs, des secteurs de la santé, du social, de la formation, des services à la personne : institutionnels, collectivités territoriales, industriels, professionnels de santé, réseaux associatifs, chercheurs, étudiants.

Son rayonnement et ses actions sont répartis sur l'ensemble du territoire français, en lien avec les réseaux homologues en Europe et dans le monde.

Le CATEL s'organise autour de deux formes juridiques :

- une association, organisatrice de rencontres, veille et prospective ;
- une Scic, qui propose de l'accompagnement collectif de projets pilotes dans le domaine de l'e-santé.

### DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La Scic CATEL Accompagnement mène des actions de compréhension, de marketing, de médiatisation, de coordination et de mutualisation de moyens et de compétences.

Plusieurs types d'accompagnement sont proposés :

- expertise spécialisée et évaluation de projets, permettant la prise de décision ;
- organisation et animation d'une réunion d'amorçage de projet ;
- aide au montage de dossiers de réponses collectives à des appels à projets ou au montage de dossiers de financement ;
- analyse des besoins dans un domaine précis ou sur un territoire donné et rédaction d'un cahier des charges ;
- accompagnement au développement des usages et à la conduite d'évaluation médico-économique pluridimensionnelle ;
- aide à l'acquisition et à l'usage de la visioconférence.

**Pour exemple**, CATEL Accompagnement a réalisé une étude de faisabilité sur l'usage de la télémedecine dans les centres de santé médicaux et polyvalents de mai 2011 à janvier 2012 sur une sollicitation du réseau des centres de santé mutualistes, en partenariat avec la Mutualité française.

### DATES CLÉS

**Octobre 1997** : Assemblée constitutive de l'association CATEL Réseau

**Juin 2008** : Assemblée générale constitutive de la Scic CATEL Accompagnement

**Mai 2012** : Labellisation par le Centre national de référence santé à domicile et autonomie

## PARTIES PRENANTES

### INITIATEURS

- Région Bretagne
- Agence régionale de l'hospitalisation
- Agence de développement du pays de Vannes

### CATEGORIES D'ASSOCIES

Le capital initial est réparti entre **quatre catégories d'associés** de la manière suivante :

- 16 structures à but lucratif
- 8 structures à but non lucratif
- 18 personnes contribuant au projet sans être salariées
- 3 salariés de la Scic

### GOVERNANCE

Un **conseil d'administration** composé de huit membres représentant des sociétés et associations spécialisées dans l'informatique et la télémédecine.

Un **conseil scientifique** qui a comme objectif de définir des recommandations pour améliorer la crédibilité scientifique et l'image de la télésanté.

Une **commission internationale** qui met en place des coopérations durables avec des organisations étrangères et internationales.

### 4 COLLÈGES DE VOTE

- salariés de la Scic : 40% des droits de vote
- structures à but lucratif : 24% des droits de vote
- structures à but non lucratif : 24% des droits de vote
- autres contributeurs : 12% des droits de vote

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAUX PROPRES

146 424 €

### CAPITAL SOCIAL

77 000€ divisé en 154 parts sociales d'un montant de 500€ chacune.

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2012/2013

551 513 €

### CHIFFRE D'AFFAIRES 2012/2013

438 459 €

### PRODUITS D'EXPLOITATION 2013

Produits d'exploitation réalisés supérieurs à 500 000 euros.

### PRODUITS D'EXPLOITATION PRÉVISIONNELS 2016

Produits d'exploitation prévisionnels supérieurs à 1 million d'euros.

### SOURCE DE FINANCEMENT

100% des recettes issues des bénéficiaires des services.

## Contact

**Pierre Traineau, Président directeur général**

Email : [contact@catel.pro](mailto:contact@catel.pro)

Tel. : 003 (0)2 97 68 14 03

Site internet : [www.catel.pro](http://www.catel.pro)

**Adresse postale :**

Immeuble PIREN

Rue Henri Becquerel

56 038 Vannes

# Médetic

MUNTZENHEIM / ALSACE

DATE DE CRÉATION : 2004

7 SALARIÉS

## Activités

La Scic Médetic a pour objet la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), pour favoriser le maintien à domicile et le suivi médical des personnes à domicile, grâce à des coopérations avec les universités, les industriels et les associations du terrain.

## OBJECTIFS

Développer la communication et l'information concernant les pratiques de soins grâce aux NTIC.

Développer des résidences équipées en domotique, à destination de seniors à revenus modestes.

Développer les solutions de domotique pour la téléassistance et la télésanté.

## CONTEXTE ET GENÈSE

Claude Deroussent, Docteur en médecine, a créé l'association Médetic en 2004. Son objectif est d'imaginer et de concevoir des solutions innovantes pour améliorer la prise en charge des personnes âgées et handicapées à domicile, en partenariat avec des entreprises du secteur informatique et électronique.

En mai 2012, Médetic évolue vers un statut de Scic, principalement pour associer usagers et salariés au développement de la structure, mais aussi pour permettre à des partenaires d'entrer au capital.

En 2013, la société coopérative remporte l'appel à projet lancé par la Caisse des Dépôts pour le financement de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre du programme d'investissements d'avenir, pour ses projets de résidences pour personnes âgées.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Médetic a deux activités principales :

- assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des promoteurs privés et bailleurs sociaux pour la réalisation de résidences services ;
- gestion des services dans les résidences (Médetic a un agrément qualité et est en cours de certification « NF Services AFNOR »).

Dans le cadre de partenariats avec des bailleurs sociaux et des investisseurs privés, Médetic développe des « résidences Médetic », notamment des résidences adaptées à l'état de santé des personnes âgées.

Un système de domotique et des technologies informatiques de téléassistance, issues des dernières innovations, sont installés dans ces résidences pour faciliter le quotidien des personnes âgées, détecter des chutes ou l'altération progressive de l'état de santé. Deux résidences sont déjà ouvertes et quatre sont en construction. Huit nouveaux dossiers sont prévus en 2013.

## DATES CLÉS

**Mai 2004** : Création de l'association Médetic

**2007** : Obtention du statut de jeune entreprise innovante

**2008** : Obtention de l'agrément entreprise solidaire

**2012** : Transformation en Scic

**2013** : Lauréat de l'appel à projets Programme d'investissements d'avenir

## PARTIES PRENANTES

### INITIATEUR

Claude Deroussent, Docteur en médecine, Gériatre, ancien personnel hospitalier au service des urgences de l'hôpital de Colmar, médecin au centre 15 du Haut-Rhin, ancien élu local.

### GOUVERNANCE

Conseil d'administration de huit membres avec représentation des différents collèges.

### 4 COLLÈGES DE VOTE

- fondateurs : 45% des droits de vote
- salariés : 20% des droits de vote
- bénéficiaires usagers : 25% des droits de vote
- partenaires techniques et de soutien : 10% des droits de vote

### PARTENAIRES (HORS FINANCIERS)

- partenaires publics : Ministère de la recherche, Région Alsace
- partenaires financiers : OSEO, Alsace Active
- entreprises : Schneider Electric, General Electric, Sairenor, Procvivis, REUNICA

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

18 500 € divisé en 370 parts sociales de 50€.

### BUDGET 2013

500 000 €

### SOURCES DE FINANCEMENT

- missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et services réalisés dans les résidences ouvertes : 50% des recettes
- projets de recherche et développement : 50% des recettes

## Contact

### Claude Deroussent, Président

Email : [claude.deroussent@gmail.com](mailto:claude.deroussent@gmail.com)

Tel. : 06 80 32 51 31

Sites internet : [www.medetic.com](http://www.medetic.com),

[www.residence-baltzenheim.fr](http://www.residence-baltzenheim.fr)

### Adresse postale

10, rue du Rhin  
68000 Muntzenheim

# Platines

TOULOUSE / MIDI-PYRÉNÉES

DATE DE CRÉATION : 2013

3 SALARIÉS

## Activités

Platines est une plateforme d'innovation spécialisée dans le domaine de la e-santé. Labellisée par le Ministère de l'Industrie en 2011, son rôle est d'accélérer les projets e-santé en apportant des compétences clés lors des phases critiques du projet. Platines s'appuie sur son réseau de partenaires pour apporter à ses clients une forte valeur ajoutée, tout en conservant une approche ciblée et un parcours personnalisé pour chaque porteur de projet.

## OBJECTIFS

Faire gagner un an aux porteurs sur le « cycle de vie » d'un projet.

Quantifier la valeur ajoutée apportée par les projets évalués (quand, combien, comment).

Apporter des éléments de décision lors des étapes clés d'un projet médico-technologique.

## CONTEXTE ET GENÈSE

Basé à Toulouse, le Centre e-santé a porté le projet de Plateforme d'Innovation e-santé Platines en réponse à l'appel à projet « Plateforme d'Innovation 2010 » lancé par le Ministère de l'Industrie. Le projet a obtenu la labellisation conjointe des pôles de compétitivité Aerospace Valley et Cancer Bio Santé. Platines est l'unique plateforme d'innovation sur la e-santé labellisée par l'Etat.

Le statut de Scic avait été identifié dès le dossier de préfiguration du projet, notamment en raison de la volonté d'associer des partenaires publics, privés et institutionnels au projet et du modèle économique basé sur la vente de prestations.

Platines s'appuie sur un réseau composé d'experts, d'académiques et d'entrepreneurs issus des différents « métiers » utiles à la mise en œuvre de solution médico-techniques.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Platines fournit des prestations de service à haute valeur ajoutée à ses clients. Pour ce faire, la Plateforme s'appuie sur son équipe interne composée d'experts généralistes et sur son réseau d'expertise.

Les prestations sont organisées autour de quatre axes d'intervention principaux :

- le conseil ;
- l'ingénierie de projet ;
- l'évaluation multidimensionnelle des projets ;
- la formation.

A la croisée du monde médical et du monde technologique, les projets de e-santé sont éminemment transverses et requièrent la mobilisation de nombreuses compétences (technologie, médical, juridique, sociologie, éthique, sciences de gestion, économie etc.), rarement disponibles au sein des organisations ou des cabinets de conseil.

## DATES CLÉS

**Décembre 2011** : Signature de la convention avec la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

**Janvier 2013** : Création de la Scic

**Mai 2013** : Inclusion des premiers patients dans le cadre d'un essai clinique conçu par Platines

## PARTIES PRENANTES

### INITIATEURS

Le **Centre e-santé**, association d'animation territoriale de l'écosystème e-santé en Midi-Pyrénées et centre expert du Centre national de référence santé à domicile et autonomie. A partir de ses diagnostics sur la filière, le Centre e-santé a proposé la constitution d'un outil dédié à la e-santé dans le cadre de l'appel à projet « Plateformes d'Innovation » lancé par le Ministère de l'Industrie.

La **Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des Services** qui, partageant les conclusions tirées par le Centre e-santé, a retenu la candidature de la Plateforme d'Innovation e-Santé, a labellisé et s'est engagée, dans le cadre d'une convention, à partiellement financer la plateforme en phase de démarrage.

### ASSOCIÉS

- Centre hospitalier universitaire de Toulouse
- Toulouse Métropole
- Ariège Expansion
- Communauté d'Agglomération Castres Mazamet
- Alere e-santé
- Sadir Assistance
- Vendôme Participations (groupe AXA)
- Centre e-santé
- Hémodia
- Fédération Hospitalière de France

### GOVERNANCE

Conseil d'administration de 11 membres comprenant six catégories :

- opérateurs
- entreprises de taille intermédiaire et petites et moyennes entreprises
- grands groupes
- financeurs
- experts
- collectivités territoriales

Président du Conseil d'Administration :  
M. Jean-Louis Fraysse.

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

NC

### BUDGET 2012

Non disponible (création de la Scic en 2013)

### SOURCES DE FINANCEMENT

- vente de prestations de conseil et d'accompagnement de projets médico-technologiques
- conception de projets d'évaluation d'impact lié à l'utilisation de solutions e-santé
- transfert de compétences et formations spécifiques nécessaires au succès de projet de e-santé

### Contacts

**Valérie Sauterey, Directrice de Platines**

**Luc Vialard, Chef de projet en charge du développement**

Email : [luc.vialard@platines.com](mailto:luc.vialard@platines.com)

Tel. : 05 34 46 63 36

Site internet [www.platines.com](http://www.platines.com)

#### Adresse postale

Place Lange  
31059 Toulouse Cedex 9

# Scic MED Clichy

CLICHY-SOUS-BOIS  
(ILE-DE-FRANCE)

DATE DE CRÉATION :  
5 FÉVRIER 2014

5 SALARIÉS

20 ASSOCIÉS

SARL

## Activités

La Scic MED CLICHY administre la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Clichy-sous-Bois. Elle fournit aux professionnels de santé des prestations de services et logistiques leur permettant d'exercer au quotidien dans de bonnes conditions, notamment mise à disposition de locaux, prise de rendez-vous, accueil des patients, service informatique...

## ORIENTATIONS

Associer les professionnels de santé libéraux et la collectivité dans la gestion d'un équipement qui permet le maintien et le développement d'une offre de soins offrant la garantie d'un accès de la population à un service de santé de proximité.

Les professionnels de santé ont identifié les premiers axes de priorités :

- Développer les actions de prévention
- Poursuivre une action de meilleure couverture vaccinale des populations,
- Coordonner les actions pour la qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques,
- Développer les passerelles et prises en charge avec le domaine médico-social,
- Promouvoir les comportements favorables à la santé

## CONTEXTE ET GENÈSE

Soucieuse de l'évolution à l'accès à la santé sur son territoire, la ville de Clichy-sous-Bois a réalisé un diagnostic de l'offre de soins en 2009. Les résultats de ce diagnostic ont démontré un début de fragilisation de l'offre de soins, avec un risque prévisible de départ à la retraite des professionnels de santé, non compensé.

Le partage de ce diagnostic avec les professionnels de santé en exercice a débouché sur une volonté partagée d'agir pour pérenniser l'offre de soins en offrant aux professionnels de santé des conditions d'exercice favorables et attractives.

Une des solutions identifiées dans ce domaine repose sur la création d'exercice collectif sous la forme de Maison de Santé regroupant des professionnels de santé

interdisciplinaire de proximité dans une démarche de soins et de prévention.

Pour ce faire les professionnels de santé volontaires de Clichy-sous-Bois ont constitué une Conférence Médicale de la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Clichy-sous-Bois, association loi 1901, en charge de l'élaboration du projet de santé et de l'expression des besoins. Au cours de l'année 2011-2012, les échanges entre cette association et les différents partenaires ont permis de faire aboutir le projet et de prévoir l'ouverture d'un équipement Maison de Santé sur le site du Château de la Terrasse, propriété de la Commune.

Conscient de la nécessité d'assurer la pérennité de cet équipement les partenaires du projet se sont réunis et ont décidé la création d'une Scic pour assurer la gestion de cet équipement. Ce choix est apparu comme évident dans un projet de proximité de territoire, pour le bien de tous.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La Scic MED CLICHY administre la Maison de Santé dans tous ses aspects logistiques et assume la pérennité d'un équipement d'intérêt général. Elle abrite l'activité de professionnels de santé en Médecine Générale et Spécialisé, Soins Infirmiers, Soins Dentaire, Soins Kinésithérapie, Orthophonie, Podologie et Sage-femme.

Une équipe de 20 professionnels de santé libéraux bénéficie des services de la Scic pour l'hébergement et l'organisation de leurs activités. Les prises en charge des patients sont cordonnées au sein d'un projet de santé et d'établissement.

## PARTIES PRENANTES

### 3 INITIATEURS

- Professionnels de santé
- Ville de Clichy-sous-Bois
- RIR Ile-de-France (www.rir-idf.org)

### 10 CATEGORIES D'ASSOCIES DONT

#### 4 OUVERTES A LA CREATION

- Salariés : 5
- Bénéficiaires : 20 professionnels de santé libéraux
- Animateurs : Regroupement Implantation Redéploiement Île-de-France (RIR Ile-de-France)
- Collectivités territoriales : Ville de Clichy-sous-Bois

Et Usagers, Gestionnaire du risque maladie, Institutions sanitaires, Financeurs, Institutions de recherche, Personnes qualifiées.

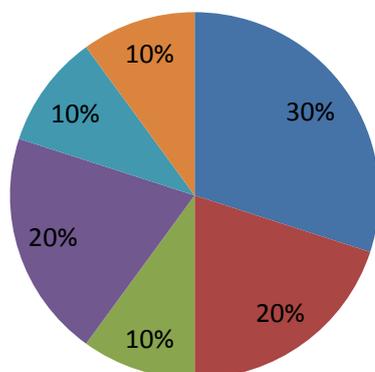
### GOUVERNANCE

Un gérant élu pour trois ans par l'Assemblée Générale, Alexandre GRENIER.

### 6 COLLÈGES DE VOTE

La Scic a choisi de mettre en place des collèges de vote pour pondérer les voix des associés en Assemblée générale.

- |                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| ■ Bénéficiaires | ■ Animateurs           |
| ■ Salariés      | ■ Collectivités - EPCI |
| ■ Usagers       | ■ Aidants              |



## DATES CLÉS

**Décembre 2013** : Assemblée générale constitutive

**Février 2014** : Enregistrement de la Scic MED CLICHY au Registre du Commerce et des sociétés

**Septembre 2014** : Ouverture au Public

## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### CAPITAL SOCIAL

5 000 €

### CHIFFRE D'AFFAIRES PREVISIONNEL 2015

200 000 €

### INVESTISSEMENT

Remis en état du bâtiment et mise aux normes ERP : 2 640 000 €

### CONTACT

**Alexandre GRENIER, Gérant-Administrateur**

[contact@scicmedclichy.com](mailto:contact@scicmedclichy.com)

#### Adresse postale :

63 avenue de Sévigné  
93 390 Clichy-sous-Bois



# Emploi

BEAUVAIS (OISE) / PICARDIE | TRANSFORMATION SARL : 22 MARS 2012 | 53 SALARIÉS | 19 ASSOCIÉS | SARL

## Activités

Entreprise adaptée qui assure l'insertion ou la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi dont 80% sont dans une situation de handicap. Emploi a une offre de service variée aux entreprises.

## OBJECTIFS

La vocation d'AMPLOI est **d'assurer l'insertion ou la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi.**

À cette fin, AMPLOI crée et maintient des emplois durables et de qualité majoritairement pour des personnes **en situation de handicap.**

AMPLOI, conduit également des actions pour permettre à ses collaborateurs de rejoindre, s'ils le souhaitent le monde ordinaire.

## CONTEXTE ET GENÈSE

AMPLOI résulte de **la rencontre de Franck Menu et de Jacky Davy.** Leurs expériences professionnelles dans l'industrie et les services, leurs profils sont complémentaires. Ils décident de créer une structure en vue de développer l'emploi des personnes en situation de handicap en capitalisant sur leurs métiers.

La future entreprise réfléchie, prestataire de services aux entreprises privilégiera la mise en œuvre des nouvelles technologies et sera orientée « nouveaux métiers » :

- Ce sera **une entreprise adaptée**, entreprise à but social qui emploie durablement au minimum 80% de salariés en situation de handicap.
- **Ouverte pour accueillir, idées / projets et volontaires** pour un engagement social et solidaire, ce sera une Scic.

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Emploi recherche des missions dans les entreprises (ETI et Grands Comptes) de tous les secteurs, principalement localisées en Ile de France ou dans la Région Picardie.

Des contrats de co-traitance sont également apportés à la coopérative par des entreprises leaders de leur marché, telles que DOCAPOST BPO (traitement du courrier) et Bien Être à la Carte (conciergerie d'entreprise).

Lorsqu'un contrat est signé, l'entreprise recrute **les personnes en situation de handicap qui auront à réaliser la prestation, puis elle les forme.**

Emploi assure un accompagnement rapproché de l'exécution de la mission afin de :

- garantir au Client le niveau de qualité sur lequel elle s'est engagée,
- maintenir en confiance les collaborateurs et les faire progresser.

L'accompagnement des salariés AMPLOI vise à faire d'eux des professionnels dont la compétence sera reconnue par le marché.

Emploi rend différents services aux entreprises :

- **Gestion Documentaire** : traitement du courrier, numérisation, indexation, saisie...
- **Moyens de paiement** : SEPA, encaissements...
- **Traitements Administratifs** : Gestion des visites médicales...
- **Prestations Informatiques** : Assistance Technique...
- **Conciergerie d'Entreprise**

## Dates clés

**3 novembre 2010** : création de la SARL AMPLOI

**25 février 2011** : signature du 1er contrat d'objectif triennal avec la DIRECCTE Picardie, qui tient lieu d'agrément pour exercer son activité d'Entreprise Adaptée (EA)

**22 mars 2012** : agrément de la SCIC-SARL-AMPLOI par le Préfet de l'OISE

## PARTIES PRENANTES

### Les initiateurs

Franck MENU et Jacky DAVY.

### 4 catégories d'associés

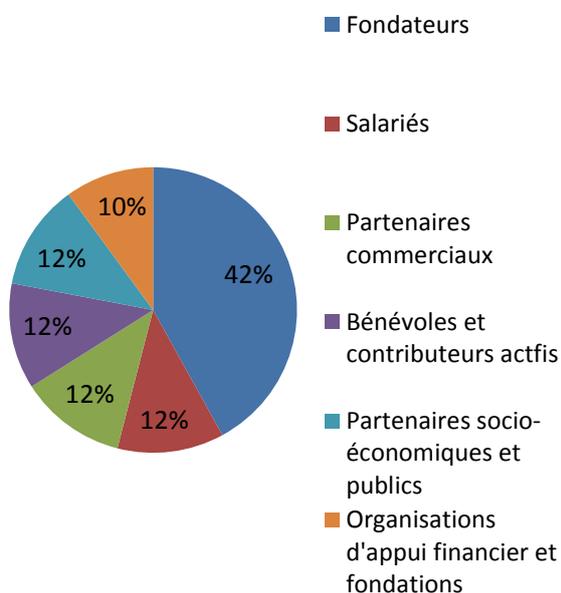
- 2 Fondateurs
- 13 Salariés
- 3 Contributeurs Actifs
- 1 Partenaire socio-économique

### Gouvernance

Jacky DAVY est gérant de la Scic SARL.

### 6 collèges de vote

La Scic a choisi de mettre en place 6 collèges de vote pour pondérer les voix des associés en Assemblée générale :



## REPÈRES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

### Capital social

Le capital social est de 12 120 €

	2011	2012	2013
<b>Chiffre d'affaires</b>	100 000 €	755 200 €	1 125 000 €
<b>Résultats nets</b>	6 000 €	100 €	200 €

### Réserves impartageables

Amplou a fait le choix de mettre **57,5%** des résultats en réserves impartageables.

Au 31 décembre 2013, elles s'élèvent à 5 044 €

### Estimation

Part du chiffre d'affaires avec des opérateurs publics : 3 %

Part du chiffre d'affaires avec des opérateurs privés : 97 %

### Contact

Jacky DAVY gérant  
[jacky.davy@emploi.fr](mailto:jacky.davy@emploi.fr)  
[www.emploi.fr](http://www.emploi.fr)  
06 70 29 25 04



### Adresse postale :

Amplou  
5 Rue de Maidstone  
60000 Beauvais